



Independent observer
of the Global Fund

Peter Sands, le prochain Directeur exécutif, évoque de nouvelles orientations pour le Fonds mondial

Peter Sands ne devrait pas assumer ses nouvelles fonctions de Directeur exécutif du Fonds mondial avant la mi-mars, mais il s'est déjà présenté à l'opinion publique au travers d'interviews accordées aux médias et d'un discours prononcé à une conférence internationale. Il y a soulevé des questions qui portent à croire qu'il se prépare peut-être à mener le Fonds mondial dans de nouvelles directions.

1. Sands a abordé les impôts dans les pays maîtres d'œuvre, les mécanismes financiers innovants, les trois maladies et la sécurité sanitaire mondiale.

Centrage sur les impôts

Dans une [interview](#) accordée à Devex le 6 février, M. Sands a déclaré que bien que les mécanismes financiers innovants puissent contribuer à combler des lacunes critiques du financement de la santé, la communauté sanitaire mondiale doit également se focaliser davantage sur les impôts et le soutien aux pays maîtres d'œuvre pour mobiliser des ressources nationales en faveur des services de santé essentiels. D'après M. Sands :

« Je pense que la communauté de la santé mondiale doit réfléchir aux impôts et en parler bien plus que nous ne le faisons actuellement, parce que si un pays ne mobilise – en termes de mobilisation fiscale, c'est-à-dire de recettes fiscales – moins de 10 pour cent de son PIB, il est extrêmement improbable qu'il puisse financer de manière durable un système de santé offrant ne fût-ce que les services essentiels à l'ensemble de sa population. »

Les pays doivent devenir plus autonomes et moins dépendants de l'aide internationale au développement

pour financer leur système de santé, a indiqué M. Sands. Pour y parvenir, ils doivent travailler à des stratégies de taxation et de déploiement fiscal. Une fois les bases jetées, ils peuvent rechercher d'autres financements à l'appui d'autres aspects des systèmes de santé.

Pour que cela arrive, a déclaré M. Sands – revenant sur un sujet qu'il avait abordé lors de sa sélection au poste de Directeur exécutif – les pays et les organisations comme le Fonds mondial doivent apprendre à mieux présenter les arguments économiques et d'investissement en faveur du financement de la prévention et de l'éradication des maladies. « Il y a de très bonnes et indéniables raisons d'agir, mais nous ne présentons pas ces arguments aussi bien que nous le pourrions. »

Trop souvent, la communauté de la santé mondiale et du développement prêche aux convertis, a affirmé M. Sands, mais pour changer les perceptions, il faut faire l'effort de convaincre les sceptiques, qu'il s'agisse du fonctionnaire en charge de la hiérarchisation des priorités budgétaires au ministère des Finances, ou d'un analyste des marchés de capitaux dans une banque d'investissement. « La manière dont nous devons nous y prendre requiert un certain degré de rigueur concernant les aspects des problèmes sanitaires qui entravent le développement ».

Finances innovantes

Les mécanismes de financement innovants – des obligations à effet social au financement mixte, en passant par les fonds de contrepartie et le financement en fonction des résultats – peuvent tous jouer « un rôle significatif et important dans ce que nous faisons, à la fois en termes d'amélioration de l'efficacité de déploiement des fonds existants et de mobilisation de nouvelles sources de financement », a déclaré M. Sands dans son interview à Devex.

« Parfois, ces choses ressemblent à des outils à la recherche d'un problème, et je crois que nous devons être très rigoureux pour identifier les facteurs économiques à la base du problème que nous essayons de résoudre, puis choisir l'instrument financier le plus adapté face à ce problème concret », a-t-il déclaré.

Les trois maladies

1. Sands a expliqué à Devex qu'il s'était réuni avec le personnel du Fonds mondial pour se familiariser avec les principaux défis liés à chacune des maladies.

Concernant la tuberculose, M. Sands estime que le Fonds mondial ne peut travailler seul, parce qu'une part considérable de la charge de morbidité se situe dans les pays à revenu intermédiaire. « Nous devons en quelque sorte faire office de catalyseur, pousser les autres à penser autrement, mobiliser des fonds de façon plus agressive, les déployer plus efficacement dans les pays auxquels nous n'offrons pas nécessairement nos financements de manière directe, mais c'est la seule manière dont nous arriverons à réaliser notre objectif de mettre fin à l'épidémie de tuberculose ».

Les progrès en termes de réduction des taux d'infection et de mortalité se sont avérés moindres pour la tuberculose que pour le sida ou le paludisme, d'après M. Sands, et cette maladie n'a pas bénéficié du même soutien scientifique, du même leadership politique ou de la même mobilisation communautaire. À propos du sida, M. Sands a indiqué que les outils permettant de mettre un terme à l'épidémie existent désormais, mais qu'il reste à savoir si suffisamment de ressources y seront consacrées.

En ce qui concerne le paludisme, M. Sands a avancé que les outils sont peut-être disponibles, mais qu'au niveau mondial, la communauté n'obtient pas d'aussi bons résultats qu'elle le devrait et qu'on « pourrait dire que nous risquons de perdre du terrain, notamment en raison de la résistance accrue aux médicaments et aux insecticides ».

1. Sands a expliqué qu'au cours de ses discussions avec le personnel, il a appris l'importance des

données, et qu'il verra probablement comment le Fonds mondial continue d'améliorer la façon dont il rassemble les données, les analyse et s'en sert dans ses prises de décisions.

Sécurité sanitaire mondiale

Dans un discours prononcé à la Conférence Prix Prince Mahidol à Bangkok (Thaïlande) le 1^{er} février 2018, M. Sands a déclaré ce qui suit :

« Lorsque l'on envisage le risque des menaces des maladies infectieuses en tant que problème de sécurité humaine et économique, il semble clair que nous ne sommes pas suffisamment préparés pour protéger l'humanité de ces menaces. Peu de risques peuvent faire autant de dégâts économiques que la crainte provoquée par une flambée majeure d'une maladie infectieuse. Et pourtant, les ressources que nous consacrons à la prévention, à la préparation et à la riposte face aux menaces des maladies infectieuses des ressources sont dérisoires en comparaison à celles que nous déployons face à d'autres risques – de guerre, de crises financières, de catastrophes nucléaires, ou même de changement climatique. »

Le discours de M. Sands a été reproduit (en anglais) dans la rubrique [OPINIONS](#) sur le site Web du Fonds mondial.

D'après M. Sands, la résistance aux antimicrobiens représente une menace grandissante qui, combinée aux flambées de maladies infectieuses, suppose d'énormes dangers pour la sécurité sanitaire mondiale. « C'est à notre propre péril que nous les négligeons », déclare-t-il. « Lorsque nous parlons des risques potentiels pour la sécurité sanitaire mondiale, nous tolérons implicitement un niveau de base de pertes humaines et de fardeau économique qui ne devraient pas être acceptables ».

« À une époque où bon nombre de nos dirigeants semblent avoir une vision étroite – apparemment intéressés uniquement par ce qui se trouve à l'intérieur de leurs frontières et ce qui se passe durant leur mandat – il nous faut souligner le fait que les virus n'ont pas besoin de visa et ne respectent pas les calendriers électoraux. »

— Peter Sands

Les discussions sur la sécurité sanitaire mondiale se concentrent le plus souvent sur les maladies infectieuses émergentes ou sur les périls de la résistance aux antimicrobiens, plutôt que sur les maladies infectieuses endémiques, a affirmé M. Sands. « Mais d'après moi, nous devons repenser cette façon de cadrer le débat sur la sécurité mondiale. C'est une drôle de définition de la sécurité que celle qui se focalise uniquement sur les choses qui pourraient nous tuer et exclut celles qui, de fait, nous tuent ». (Voir la note de la rédaction à la fin de cet article sur la définition de l'expression « sécurité sanitaire mondiale ».)

Pour renforcer la sécurité sanitaire, nous devons commencer par nous attaquer aux maladies infectieuses qui tuent aujourd'hui, a affirmé M. Sands. Nous devons adopter une approche plus intégrée de la sécurité sanitaire, une approche qui englobe à la fois les maladies endémiques et les maladies émergentes, a-t-il ajouté.

« Trop souvent, les multiples programmes, initiatives et institutions qui caractérisent les sphères de la santé mondiale se font concurrence plutôt que de collaborer, et ne tirent parfois qu'accidentellement profit des synergies qui existent entre eux. » Et d'ajouter : « Or une grande partie de ce que nous faisons pour lutter contre les maladies individuelles suppose de renforcer des capacités et des infrastructures au

service de plusieurs objectifs – agents de santé communautaires, chaînes d’approvisionnement, laboratoires de diagnostic, surveillance des maladies, régimes de lutte contre les infections, lutte antivectorielle... Nous pouvons collaborer plus judicieusement pour contribuer à mettre en place des systèmes de santé plus robustes et plus résistants, à même de réaliser plusieurs objectifs et de relever divers défis. »

« Si la sécurité sanitaire mondiale est vue comme synonyme de mettre à l’abri des menaces des maladies infectieuses uniquement ceux qui vivent dans les pays riches, c’est d’une part d’une morale douteuse et d’autre part, ce ne sera pas efficace comme stratégie. »

— Peter Sands

Selon M. Sands, une raison pratique d’adopter une approche intégrée est le fait que les origines de la prochaine menace émergente peuvent se trouver dans le problème actuel, ou y être mêlées. Il en veut pour preuve la tuberculose pharmacorésistante. Environ un tiers des décès liés à la résistance aux antimicrobiens sont imputables à la tuberculose pharmacorésistante, explique-t-il. « Donc, si nous voulons nous attaquer au problème de la résistance aux antimicrobiens, nous devons nous attaquer à celui de la tuberculose. De manière plus générale, l’incidence grandissante de la résistance – que ce soit aux antirétroviraux dans le cas du sida ou à l’artémisinine ou aux pyréthriinoïdes dans celui du paludisme – représente une menace qui risque de nous faire reculer faute de nous y attaquer. Et vu l’ampleur de ces maladies, tout faux-pas se mesure en dizaines ou en centaines de milliers de vies. »

1. Sands a énoncé cinq choses qui, selon lui, doivent se passer :

1. « La communauté de la santé mondiale doit mieux définir ce qui est en jeu lorsqu’il s’agit de protéger le monde face aux menaces des maladies infectieuses – aussi bien en termes de vies qu’en termes économiques » ;
2. « Nous devons parler de la sécurité sanitaire d’une manière que puissent comprendre à la fois les contribuables des pays à revenu élevé et les personnes les plus exposées au risque des maladies infectieuses – qui sont souvent celles qui vivent dans des communautés marginalisées » ;
3. « Nous devons intégrer et élargir notre approche de la résistance aux antimicrobiens, de sorte que celle-ci devienne une composante à part entière de la façon dont nous affrontons les maladies infectieuses » ;
4. « Nous devons apprendre à mieux travailler ensemble pour faire face à des maladies spécifiques et pour mettre en place des systèmes de santé plus robustes et plus résistants » ;
5. « Nous devons veiller à ce que les considérations liées au genre éclairent les stratégies de sécurité sanitaire de manière puissante, pratique – et efficace ».

1. Sands a conclu en ces termes :

« Nous devons traduire la rhétorique de One Health en actions, pour qu’elle devienne la norme plutôt que l’exception. Nous devons minimiser les querelles territoriales entre institutions. Et nous devons trouver de meilleurs modèles de collaboration avec le secteur privé. Je n’ai pas de baguette magique pour y parvenir, mais je peux vous promettre que sous ma direction, le Fonds mondial adoptera une vision globale de sa mission, et une approche collaborative en vue de réaliser ses objectifs. »

Note de la rédaction : Qu'est-ce que la « sécurité sanitaire mondiale » ?

Nous n'avons pas trouvé de définition universellement acceptée de cette expression. Aux fins de son Rapport la santé dans le monde 2007, l'Organisation mondiale de la Santé définissait la « sécurité sanitaire mondiale » comme « l'ensemble des activités (...) mises en œuvre pour réduire au minimum la vulnérabilité à des événements sanitaires graves menaçant l'état de santé collectif des populations, quelles que soient les régions géographiques ou les frontières qui les séparent ». (Source : <http://www.who.int/whr/2007/overview/fr/>)

D'autres estiment que la définition de l'OMS est trop étroite. Une déclaration décrivant la raison d'être du programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale (Global Health Security Agenda ou GHSA), lancé en 2014, offre peut-être la meilleure explication : « Le GHSA privilégie une approche multilatérale et multisectorielle visant à renforcer à la fois la capacité mondiale et la capacité des nations à prévenir et détecter les menaces des maladies infectieuses pour les êtres humains et les animaux et à y faire face... » (Source : <https://www.ghsagenda.org/>)

[Read More](#)
